

Compte-rendu du colloque

## "Public et privé en Islam. Le statut du religieux dans les sociétés contemporaines du Maghreb et du Moyen-Orient"

(Casablanca, 6-8 octobre 1999).

Co-organisé par l'IRMC de Tunis, le CEDEJ du Caire, le CESH de Rabat et la Fondation Al Saoud de Casablanca, avec le soutien du Ministère français de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie et du Laboratoire URBAMA de Tours, le colloque sur le thème du public et du privé s'est tenu au siège de la Fondation Al-Saoud à Casablanca.

Il a réuni une vingtaine de chercheurs de différentes disciplines des sciences sociales, provenant du Maghreb, du Moyen-Orient et d'Europe.

La problématique portait sur l'examen des pratiques, des conduites, des discours et des représentations qui se réfèrent à l'islam - au sens de religion - dans les sociétés contemporaines du Maghreb et du Moyen-Orient. Un tel choix avait pour objectif de comprendre les enjeux des institutions, des groupes sociaux et des individus dans les processus de continuité, de changements sociaux et de résistances aux changements.

De facture nouvelle et insuffisamment analysé, le thème du public et du privé en Islam - au sens de religion, de culture et de civilisation - a permis la confrontation des points de vue, à partir d'objets empiriques et d'approches théoriques de nature à éclairer autrement les dynamiques de l'Islam contemporain, en ne manquant pas d'interroger la notion même d'islam ainsi que ses usages théologiques, politiques et scientifiques.

Trois axes thématiques ont été privilégiés : les gestions publiques et les reproductions de l'islam, les autorités publiques et les libertés individuelles en Islam et les espaces publics et privés en Islam. Le premier axe a permis de distinguer entre gestion étatique et gestion communautaire du religieux à partir du cas tunisien analysé par Jean-Philippe BRAS, qui a porté son attention sur l'administration des affaires du culte et le rapport État et religion, mais aussi du cas marocain présenté par Mohamed TOZY qui repère les logiques de prestation et de contrôle à l'œuvre lors des pèlerinages en l'honneur des saints ou dans les "campings islamiques" gérés par les islamistes. Au Moyen-Orient, l'émergence de nouvelles relectures du *fiqh* comme celle de Gamâl al-Banna traduit, selon Mustapha KHAYATI, une volonté récente de prédication par le biais de l'instrumentalisation de la culture moderne au profit de la consolidation de l'autorité de l'islam. A ce niveau, le débat a porté sur les fonctions de la médiation religieuse en islam et de la langue vernaculaire dans les pays arabes, sur les liens entre religion officielle et religion populaire et sur les rapports entre le sacré et le profane, sans oublier le statut et les enjeux des sciences sociales quand elles abordent le phénomène religieux en pays d'islam.

La seconde séance a été d'abord l'occasion, pour Jean-Noël FERRIÉ, de critiquer les usages habituels et mécaniques de l'idée habermasienne de l'espace public intimement lié à l'espace publicitaire et de repenser la notion de règle à l'occasion du jeûne de Ramadan en formulant des hypothèses sur la moralité d'État au Maroc. De son côté,

Lamia RADJ a brossé un tableau de l'aristocratie palestinienne des deux rives du Jourdain à partir de l'histoire des familles anciennes qui développent une stratégie de non-visibilité publique par opposition aux autres groupes de la diaspora. Du coup, l'articulation public/privé se fonde sur un quiproquo et un jeu de rôle changeant et intéressant à relever.

Toujours dans le cadre de ce second axe, la censure des mœurs a été l'objet de deux communications portant, l'une, sur l'Algérie du XX<sup>e</sup> siècle, des Jeunes Algériens aux islamistes, analysée par Omar CARLIER, et l'autre, sur la fonction répressive de *Mezwar* au Maghreb présentée par Mohamed KERROU. Les deux approches ont permis de mesurer la puissance des symboles et le lien entre morale et contrôle politique et social de l'espace public mais aussi du domaine privé quand il est publicisé.

La troisième séance fut ouverte par Jocelyne DAKHLIA qui analysa le harem de Moulay Ismail comme détournement servant à mieux appréhender la domination masculine au sein du fameux séraï. La critique des logiques internes des sources des chroniqueurs et des voyageurs l'amène à reconsidérer ce monde non clos du harem en l'interrogeant à partir d'une problématique politique. De son côté, Abderrahman LAKHSASSI s'intéressa à la poésie religieuse berbère, à travers l'itinéraire de Lhaj Belald, en montrant comment interfèrent la culture populaire avec la culture savante à travers cette littérature d'édification (*adab al-wacdh*) agencée en vue de rappeler les limites de Dieu (*hudûd Allâh*) et de tracer en filigrane l'espace moral de la vie commune. Pour sa part, Mohamed GHOMARI s'est attaché à montrer, en architecte praticien, le lien entre représentations et pratiques sociales dans la production d'un espace public limitrophe valorisant le religieux et le communautaire dans une Algérie où les citoyens ont tendance à s'appropriier et à modeler les espaces urbains collectifs.

La fin de cette dernière séance a été l'occasion d'une discussion générale permettant autant aux présidents de séance (Jean-Charles DEPAULE, Pierre-Robert BADUEL et Abdelkader ZGHAL), ainsi qu'aux différents intervenants de reprendre et reconsidérer les notions d'espaces publics et d'espaces privés à partir des normes locales, berbères et arabes, et à interroger sur un mode critique les concepts de religieux et de sécularisation, toujours à partir des réalités socio-historiques.

Interventions et débats ont été précédés par une séance inaugurale dirigée par Hassan RACHIK avec deux conférences introductives aux travaux du colloque.

La première, celle de l'islamologue Mohamed ARKOUN, a insisté sur la nécessité de dépasser les manières classiques de traiter de l'islam de même que l'urgence de rompre avec la surimposition de concepts et de problématiques ayant émergé dans des contextes culturels particuliers. A ce titre il propose, dans un souci méthodologique, de repenser le phénomène religieux dans un contexte de mondialisation et de ne pas succomber à la tentation de définir à l'avance les concepts de public et de privé mais de les aborder à partir d'analyses appliquées et situées.

La seconde, celle de l'anthropologue Anton BLOK, a traité de l'émergence dès la fin du Moyen Age européen d'une sphère privée détachée de la sphère publique et tournée vers le souci de soi par le biais de pratiques et de

rituels quotidiens. Il s'agit de la naissance, en coulisse, de la notion anglo-saxonne de *privacy* avec ce qu'elle implique d'autonomie individuelle, d'émergence de l'intimité et de différenciation entre le privé et le public. Une telle évolution historique a été assimilée par Norbert Elias à un processus de civilisation et, par les historiens comme Mumford, De Jong, Le Goff et Muchembled, à l'émergence d'acteurs et d'institutions liés aux villes et aux monastères considérés comme agents principaux des transformations sociales.

Certes, les travaux de ce colloque ont permis de sonder, à la lumière d'un angle de vue nouveau et global, en l'occurrence celui du public et du privé, le présent et le passé des sociétés du Maghreb et du Machrek, structurées par ce qu'il est convenu d'appeler l'islam et interpellées comme les autres sociétés par des logiques où interagissent les exigences des individus-citoyens et les contraintes des communautés et des États-nations.

Cependant, le colloque de Casablanca est à considérer comme un moment de prospection et de sondage de pistes nouvelles qui demeurent à approfondir par un travail plus serré portant sur l'articulation du privé et du public et non pas d'approches traitant tantôt du privé, tantôt du public. C'est à ce prix que la publication des actes du colloque, prévue à partir des communications présentées et approfondies par leurs auteurs ainsi que d'autres contributions, pourrait mettre à la disposition du public un ouvrage de référence. Tel est le vœu et le but des organisateurs de ce colloque qui clôture un programme de recherche associée de l'IRMC consacré aux rapports entre "Islam, sécularisation et mutations culturelles au Maghreb et au Machrek" (1997-1999).

Auteur de : " Les voyages et la connaissance de la langue turque en Europe ", *Istanbul et les langues orientales* : actes du colloque organisé par l'IFEA et l'INALCO, Istanbul, 29-31 mai 1995 ; Paris : l'Harmattan, 1997 ; *Questions d'Orient : frontières et minorités des Balkans au Caucase*, Paris : La Découverte, 1993 ; *Demeures ottomanes de Turquie*, Paris : Albin Michel, 1992

## ◆ 2<sup>ème</sup> séance du séminaire annuel de l'IRMC 11-12 février 2000

*Etats et groupes sociaux dans le monde musulman*  
**Responsable de la séance : Jean-Philippe BRAS**

### Intervenants :

- **Mohammed TOZY**, docteur d'Etat en sciences politiques, professeur à l'Université Hassan II

Auteur de : *Monarchie et pouvoir politique au Maroc*, Paris : Presses de Sciences po, 1999 ; *Décentralisation et pratiques locales du développement*, Casablanca : Université Hassan II, 1996

- **Lahouari ADDI**, maître de conférence à l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) – Université de Lyon II

Auteur de : *L'Algérie et la démocratie : pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine*, Paris : La Découverte, 1994

- **Marcel BAZIN**, professeur à l'Université de Reims, directeur de l'Institut d'Aménagement du Territoire et d'Environnement (IATEUR) Reims

### Responsable du séminaire :

- **Eric GOBE**, chercheur à l'IRMC  
Inscriptions auprès du secrétariat de l'IRMC

## Activités de l'IRMC

### ◆ 1<sup>ère</sup> séance du séminaire annuel de l'IRMC 21-22 janvier 2000

*L'urbain et la réforme de l'Etat*

**Responsable de la séance : Odile MOREAU**

Organisé en collaboration avec Urbascopie, département d'urbanisme, ENAU Tunis.

### Intervenants :

- **François GEORGEON**, directeur de recherche au CNRS-URA 1425, Institut d'Etudes turques de Paris 3 ; Centre d'histoire du domaine turc (CHDT-EHESS-Paris)

Auteur de : *Des Ottomans aux Turcs : naissance d'une nation*. Istanbul : Isis, 1995 ; *Vivre dans l'Empire ottoman* ; sous la dir. de F. Georgeon et Paul Dumont, Paris, L'Harmattan, 1997

- **Brigitte MARIN**, maître de conférences, Université Aix-Marseille I, CNRS-UMR 6570, Laboratoire Temps, Espaces, Langages Europe méridionale Méditerranée (TELEMME)

Auteur d'une thèse sur : *Les politiques urbaines à Naples sur XVIII<sup>ème</sup> siècle* ; " La capitale et les provinces : une dictature économique de Naples ? " in C. Vallat, B. Marin, G. Biondi, *Naples . Démonthifier la ville*, Paris : l'Harmattan, 1998

- **Stéphane YERASIMOS**, professeur des Universités, Université de Paris 8, Institut français d'Urbanisme Théorie des mutations urbaines (TMU) CNRS-URA 1244

## Activités du CESH

### ◆ Lundi 6 décembre 1999

Présentation de deux ouvrages, ( Ed. Karthala) : " *Parcours d'intellectuel(le)s maghrébins* ", dirigé par Aïssa Kadri, et " *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb* ", dirigé par Didier LE SAOUT et Marguerite ROLLINDE et René GALLISSOT, Institut Maghreb Europe.

Conférences s'inscrivant dans le cadre des activités de l'Atelier Villes Marocaines :

### ◆ Vendredi 14 Janvier 2000

" Villes nouvelles, vie modèle ? Discours, représentations, pratiques dans les périphéries planifiées, ( exemples égyptiens, questions marocaines ) " Mme Bénédicte FLO-RIN, doctorante à URBAMA, Tours, boursière Lavoisier et chercheuse associée au CESH.

### ◆ Vendredi 25 février 2000

" Effets sociaux des politiques d'intégration urbaine : le cas des bidonvilles " Mme. Françoise NAVEZ-BOUCHANINE, URBAMA, Ecole d'Architecture de Clermont-Ferrand.

### ◆ Vendredi 14 avril 2000

" *Religion, politique et ordres urbains* " M. Abderrahmane MOUSSAOUI, Professeur à l'Université d'Oran.